



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Evolution du revenu agricole réel sous la présidence mitterrandienne

Michel Bourdon

Citer ce document / Cite this document :

Bourdon Michel. Evolution du revenu agricole réel sous la présidence mitterrandienne. In: Économie rurale. N°220-221, 1994. Les revenus agricoles. Session de printemps 1993, 13 et 14 mai, au IAM de Montpellier, organisée par Jean-Pierre Butault, Bernard Delord et Patrick Rio, chercheurs au Département Economie et Sociologie Rurales de l'INRA. pp. 34-39;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4602>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_220_1_4602

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Depuis le début des années 80, le revenu agricole global brut/net est en très légère baisse ; la place relative des flux publics impôts-subsidions y demeure importante. Il est surprenant de constater que le revenu par exploitant semble avoir progressé plus vite que le salaire moyen par travailleur dans le reste de l'économie, y compris le SMIC. La décontraction tripartite de la valeur ajoutée brute fait ressortir l'incidence des trois effets volume-prix-effectif sur l'évolution du revenu par actif agricole familial. La hausse assez satisfaisante du gain du producteur doit cependant être atténuée par l'effet structurel déformant le calcul des moyennes en raison d'une extraordinaire diminution, plus de la moitié, du nombre des petits paysans entre les RGP de 1982 et 1990.

Abstract

Evolution of the actual farm revenue under the presidency of Mitterrand

Since the beginning of the eighties, the total gross/net farm revenue is very slightly on the decrease. The relative importance of the public flow of the taxes-subsidies remains an important element. It is surprising to notice that the revenue per farmer seems to have progressed more quickly than the salary of the average worker in the remainder of the economic contest, including the minimum wage. The three-part dissociation of the gross added value emphasises the occurrence of the three effects volume-price-number on the evolution of the revenue per active family farm worker. The rather satisfying increase of the producer's benefits however is probably lessened by the structural effect inaccurately representing the calculation of means due to a noticeable decrease -greater than half- of the number of small farmers between the last two general population censuses of 1982 and 1990.

EVOLUTION DU REVENU AGRICOLE REEL SOUS LA PRESIDENCE MITTERRANDIENNE

Michel BOURDON

ENSA Rennes. PR 2 - Département Environnement - Equipe : Economie Agricole et Systèmes de Production

Résumé :

Depuis le début des années 80, le revenu agricole global brut/net est en très légère baisse ; la place relative des flux publics impôts-subsidies y demeure importante. Il est surprenant de constater que le revenu par exploitant semble avoir progressé plus vite que le salaire moyen par travailleur dans le reste de l'économie, y compris le SMIC. La décontraction tripartite de la valeur ajoutée brute fait ressortir l'incidence des trois effets volume-prix-effectif sur l'évolution du revenu par actif agricole familial. La hausse assez satisfaisante du gain du producteur doit cependant être atténuée par l'effet structurel déformant le calcul des moyennes en raison d'une extraordinaire diminution, plus de la moitié, du nombre des petits paysans entre les RGP de 1982 et 1990.

EVOLUTION OF THE ACTUAL FARM REVENUE UNDER THE PRESIDENCY OF MITTERRAND

Summary :

Since the beginning of the eighties, the total gross/net farm revenue is very slightly on the decrease. The relative importance of the public flow of the taxes-subsidies remains an important element. It is surprising to notice that the revenue per farmer seems to have progressed more quickly than the salary of the average worker in the remainder of the economic contest, including the minimum wage. The three-part dissociation of the gross added value emphasises the occurrence of the three effects volume-price-number on the evolution of the revenue per active family farm worker. The rather satisfying increase of the producer's benefits however is probably lessened by the structural effect inaccurately representing the calculation of means due to a noticeable decrease -greater than half- of the number of small farmers between the last two general population censuses of 1982 and 1990.

Le temps n'est plus, c'était il y a quarante ans, où Klatzmann (1953) glosait sur les dangers et les incertitudes de l'évaluation du Revenu Agricole National. Le premier rapport officiel sur le revenu de l'agriculture et de ses exploitants depuis l'après-guerre, oeuvre de Milhau, fut publié en 1960 au J.O. du Conseil Economique et Social, puis repris dans les Cahiers de l'ISEA sous le titre provocateur pour l'époque de "Paupérisation de l'Agriculture". Depuis, on éprouve le besoin, à intervalles plus ou moins rapprochés, de dresser un état des lieux ; le dernier est probablement dû au CERC qui a consacré aux "agriculteurs et à leurs revenus" un numéro double sorti en 1985.

Le point de départ de notre mise à jour se justifie ainsi : il suit la période ayant subi les deux chocs pétroliers qui ont meurtri en profondeur notre économie ; il correspond à un changement politique radical qui voit, pour la troisième fois depuis 1945, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste ;

enfin, du point de vue statistique, l'INSEE a procédé à un changement de base avec rétopolation calée sur l'année 1980. On dispose ainsi du recul suffisant, soit douze ans, les derniers chiffres connus étant ceux de 1992, pour conduire une analyse de long terme et déceler les tendances les plus significatives ou les moins contestables.

Après inventaire des principales données, corrigées de l'inflation, nous procéderons au constat coutumier de l'évolution du revenu global et per capita, puis par dissociation des flux, nous mesurerons l'incidence des trois principales variables responsables du revenu moyen en agriculture.

1. EVALUATION DIRECTE : GUIDE DE LECTURE DES DONNEES

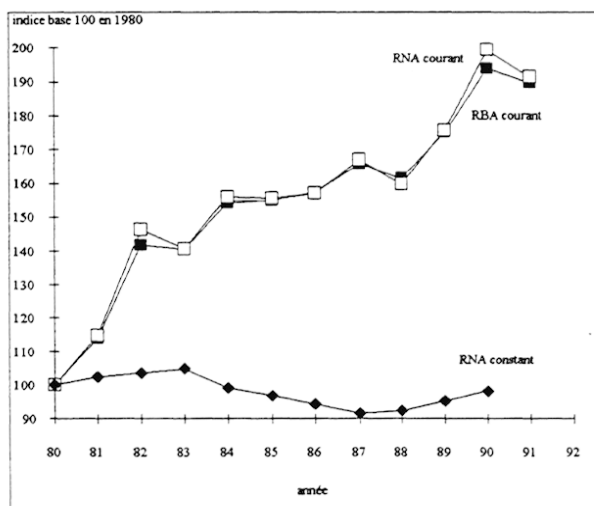
Nous appréhenderons l'évolution du revenu sectoriel puis celle du revenu individuel en retenant surtout son expression en pouvoir d'achat. Il est

bien entendu que nous nous intéressons ici au seul revenu d'activité, en excluant de cette rétribution strictement professionnelle toutes les ressources extra-agricoles complémentaires provenant de pluriactivités extérieures, de revenus de la propriété et de transferts sociaux. Ces revenus d'origine non agricole tiennent une place croissante dans le revenu total des ménages d'agriculteurs à titre principal, les derniers chiffres disponibles les situent entre 35 à 40 % (INRA, Brangeon et Jégouzo, 1992, INSEE, 1992).

1. Un revenu global en très légère baisse

L'agrégat pertinent qui rend le mieux compte de l'évolution monétaire du revenu est certainement celui qui part de la seule valorisation des livraisons de la branche : nous nous en tiendrons à cette optique. La question se pose par contre de savoir s'il est préférable de raisonner en termes bruts ou nets, c'est-à-dire amortissements déduits. La réponse diffère peu à la vue de notre premier graphique ci-dessous : les deux courbes du RBA et du RNA en francs courants sont pratiquement superposées ; la coïncidence des deux approches est généralement semblable à moyen terme.

Graph 1 - Evolution du revenu agricole depuis 1980 (indices en francs courants et constants).



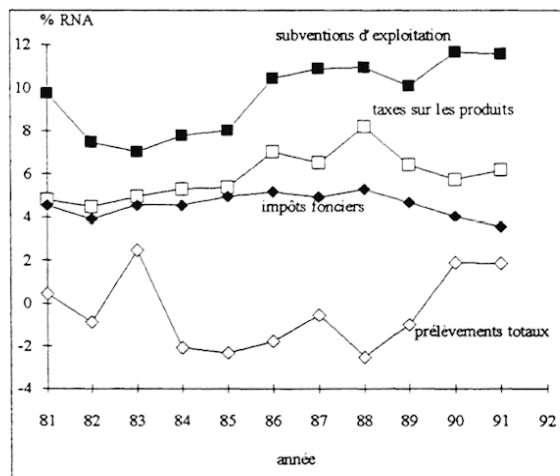
Afin de faciliter les confrontations avec les ressources ou profits des autres branches de l'économie, nous privilégierons le concept de "net" dans la première partie de cet article et userons de "brut" dans la seconde.

Traduit en francs constants 1980 le revenu net agricole, en moyenne triennale centrée ou "à basse lissée" selon le terme consacré des Comptes de l'Agriculture, qui élimine les irrégularités de certaines campagnes, trace dans le bas une sorte de sinusoïde aplatie assortie d'un imperceptible fléchissement moyen de - 1/2 % par an. Sans être enrayé, le déclin du revenu de l'agriculture s'est opéré à dose homéopathique nettement inférieure à celle des années antérieures.

Au fil des ans l'agriculture est devenue presque une affaire d'Etat, certains parlent d'un secteur

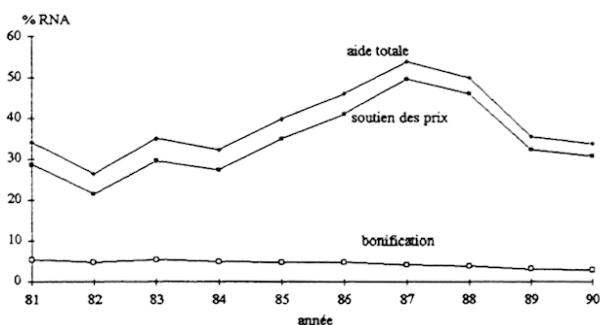
véritablement assisté, au point qu'il est désormais presque obligatoire de chiffrer le poids effectif des interventions publiques dans la formation du revenu de la branche. L'administration agit de deux manières différentes, par des aides directes ou indirectes, sur le solde produit-charges qui constitue le gain final des exploitants. Les subventions, dont la liste est de composition extrêmement variée, versées par l'Etat aux ayants-droit correspondent aux concours inscrits au Budget général. La fiscalité qui agit en sens inverse intervient en deux endroits différents du circuit productif. La taxation sur produits prend le plus souvent la forme des taxes de corresponsabilité ou de solidarité frappant les denrées les plus excédentaires et alimentant des fonds spéciaux destinés à accélérer leur résorption. Ces impôts liés à la production ne doivent pas être confondus avec l'impôt sur le non bâti payé par le propriétaire-exploitant du sol et par le preneur qui en acquitte une certaine fraction en cas de fermage, leur somme constituant alors les impôts fonciers à la charge de la branche agricole. La balance entre ces deux flux de nature opposée révèle l'aide directe perçue par les producteurs et se voit aisément sur le graphique 2.

Graph 2 - Les flux publics directs en % RNA



Sur l'ensemble de la période, les subventions ont généralement augmenté de même que la parafiscalité, alors que l'impôt foncier est demeuré stable à un niveau un peu inférieur à 5 % du RNA. Après sommation algébrique, il s'avère qu'en ce domaine directement repérable dans les Comptes Nationaux, l'Etat perçoit bien plus souvent qu'il ne donne : son incidence reste d'ailleurs faible et se traduit par une ponction, allocation a-contrario pour les deux dernières années, d'un montant représentant 1 à 3 % du revenu net. Il n'y a là rien d'exceptionnel puisque depuis 1959 ce jeu des perceptions-versements a généralement été défavorable au secteur primaire mis à part les temps exceptionnellement durs de la phase : 1974-1977 où il a bénéficié de fortes subventions couplées à des allègements fiscaux, décisions prises à la suite des énormes difficultés de gestion entraînées par le premier choc pétrolier et aggravées par l'année sécheresse.

Graph 3 - L'aide publique indirecte en % RNA



On sait que l'essentiel des dotations budgétaires au profit de l'agriculture est consacré au soutien des marchés et transite par le FEOGA européen. Le graph 3 ci-dessus, dont l'échelle en % est cinq fois supérieure à la précédente, souligne que le taux de protection, intrinsèquement très élevé, a fortement progressé jusqu'en 1987 puis a entamé son reflux : il faut y voir principalement la conséquence de la baisse du prix garanti des céréales qui se rapproche du cours mondial et de la mise en place de quotas laitiers, dispositifs qui ont tous les deux freiné le volume des crédits d'intervention.

La réduction du coût d'endettement est très substantielle par rapport à la masse des intérêts acquittés car les bonifications couvrent en moyenne 25 à 30 % de ce poste de dépenses ; il n'empêche que l'enveloppe correspondante, même si elle fournit un appoint non négligeable, ramenée au gain net de la branche, semble accessoire, sa ligne représentative frôlant presque l'axe des abscisses.

En définitive, la courbe supérieure qui témoigne de l'aide financière totale, même si elle ne touche par personnellement les exploitants eux-mêmes, démontre combien le revenu de l'agriculture demeure très fortement tributaire des subsides de l'Etat ; après avoir, au milieu de la période, atteint ou dépassé la moitié du RNA, elle en représente encore aujourd'hui un tiers ; peu d'activités économiques privées sont autant gratifiées par la générosité gouvernementale.

Poursuivons maintenant par quelques comparaisons intersectorielles. L'agriculture étant une activité à dominante artisanale fondée sur des entreprises individuelles, il est délicat de collationner son revenu avec celui d'autres branches peuplées d'entreprises sociétaires : c'est néanmoins possible grâce à l'agrégat le plus proche du RNA, en l'occurrence l'excédent net soit l'EBE diminué de la consommation de capital fixe. La classique confrontation entre l'agriculture et le secteur secondaire usuel se limite aux branches manufacturières plus le BGCA, ensemble comprenant 19 branches dans le TES courant. Les statistiques des comptes d'exploitation par branche sont hélas livrées avec un retard de trois ans dans les Comptes Nationaux.

Le quart des branches industrielles accuse de sérieuses difficultés. Les matériaux de construction, les biens d'équipement ménager, les

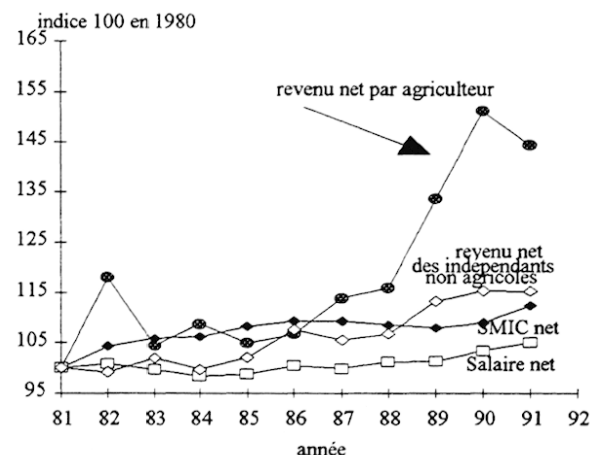
cuirs et chaussures, le bois et meubles et le bâtiment ont connu une sévère dégradation de leurs profits alors que l'agriculture s'en tirait beaucoup mieux. Même le secteur automobile sans cesse "dans le rouge" entre 1980 et 1985 n'a juste couvert ses pertes ainsi accumulées que grâce aux bénéfiques des trois années suivantes. Sans disposer des chiffres récents, on sait combien dans un contexte international devenu particulièrement âpre, le ralentissement de l'activité s'est amorcé puis accentué depuis 1990.

2. Un revenu moyen en forte hausse relative apparente

Les comptes par catégories d'exploitation donnent chaque année une estimation du revenu par actif agricole non salarié. L'indicateur concernant le revenu net des exploitations à temps complet par unité de travail familial nous paraît le plus approprié à une étude comparative. Les séries n'ont été rétropolées en nouvelle base qu'à partir de 1981 qui s'impose donc comme année initiale.

On peut rapprocher l'évolution du RNE par UTAF avec celle des deux principales catégories de revenu d'activité par personne employée : le salaire moyen par salarié auquel on adjoint le salaire minimum ainsi que le salaire agricole et la rétribution du travailleur indépendant.

Graph 4 - Evolution du pouvoir d'achat de quelques revenus types



Alors que le salaire individuel a pratiquement stagné n'augmentant en moyenne qu'à raison d'un tiers de point par an et que la rémunération du "petit patron" s'avance au taux de 1,96 %, le revenu par exploitant agricole a progressé de 2,15 % par an. Certes, un résultat moyen par unité de main-d'oeuvre est-il nettement moins significatif dans le monde rural que toute autre catégorie socio-professionnelle. Il n'empêche qu'en moyenne sans aller jusqu'à dire que le paysan s'est enrichi durant la décennie, on peut néanmoins alléguer qu'en apparence le rythme de hausse des gains qu'il a retiré dans l'exercice de son métier a été nettement plus élevé que celui de l'ouvrier, de l'employé et largement égal à celui de l'artisan ou du commerçant : d'une manière générale, il est très rare que l'on puisse avancer cette proposition-là.

II. EVALUATION INDIRECTE : ESSAI DE MODELISATION DES DONNEES

La formation du revenu moyen de l'ensemble des exploitations familiales obéit essentiellement à l'évolution des volumes et des prix de la production et de ses facteurs ; en outre, l'importance de la main-d'oeuvre au sein de la combinaison productive conditionne en grande partie les améliorations de productivité. Afin d'en expliquer brièvement le processus, nous aurons recours à un modèle simple d'agrégation "volume-prix-effectif" et vérifierons son adéquation aux réalités.

1. Stabilisation du taux de marge brute

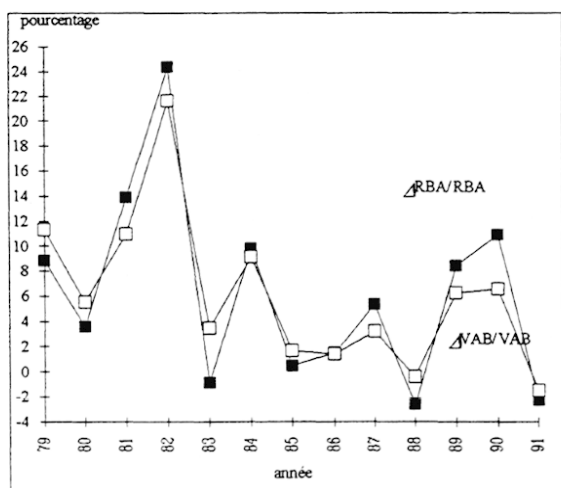
Pour l'entière économie, le Revenu National n'est autre que la somme des valeurs ajoutées : sur un plan méso-économique, il n'en est bien sûr pas tout à fait de même mais en ce qui concerne la branche agricole, les données statistiques révèlent la très grande proximité d'évolution entre la RBA et la VAB, celui-là étant très étroitement corrélé à celle-ci qui en constitue ainsi un excellent instrument de connaissance. L'interprétation du trajet du premier agrégat par celui du second se justifie pleinement dans la mesure où leur rapport, soit le taux de marge brute d'exploitation, n'oscille que très faiblement entre 71 % et 75 %.

Tableau 1 - Le taux de marge brute d'exploitation depuis la veille du second choc pétrolier en %

1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	Moyenne
73,8	72,2	70,8	72,7	74,3	71,2	71,6	70,8	70,9	72,3	70,7	72,2	74,8	74,7	75,1	72,5

Les données ci-dessus démontrent que depuis une quinzaine d'années, le quotient de la rentabilité sectorielle est demeuré quasiment constant autour de 72,5 %, l'écart moyen de variation en valeur des deux grandeurs est faible, chacune ayant évolué à une cadence très voisine. On le voit fort bien sur le graphique où les tracés de VAB et RBA se chevauchent sans cesse, chacun précédant tout à tour l'autre mais de fort peu.

Graph 5 - Valeurs courantes de la valeur ajoutée et du revenu de l'agriculture.



2. Elaboration du modèle

Ce modèle a pour but d'évaluer ce qui est déterminant dans l'évolution du revenu moyen : les performances productives, les rapports de prix ou les réductions de main-d'oeuvre. Puisque nous nous intéressons ici beaucoup plus à l'évolution des données qu'à leur niveau, nous pouvons nous contenter, on vient de le justifier plus haut, d'expliquer les variations du Revenu par celles de la valeur ajoutée brute des livraisons dont les éléments peu disparates se décomposent aisément.

En économie marchande, en effet, la valeur ajoutée se définit comme la différence entre la valeur de la production brute et des consommations intermédiaires et est gouvernée par une relation dont les composantes appliquées à l'activité agricole sont :

$$V_A = Q_A \cdot P_A - q_i \cdot p_i$$

Q_A : quantités produites et consommées en denrées agricoles dans un certain système de prix.

q_i : quantités de facteurs extérieurs utilisés pour la production agricole.

P_A : niveau relatif des prix agricoles à la production.

p_i : niveau relatif des prix industriels des produits nécessaires à l'agriculture.

En utilisant la différentielle logarithmique, on peut alors écrire :

$$\frac{dV_A}{V_A} = \frac{(Q_A dP_A + P_A dQ_A) - (q_i dp_i + p_i dq_i)}{Q_A P_A - q_i p_i}$$

En posant pour simplifier l'écriture :

$$q_i \cdot p_i = \tau Q_A P_A$$

τ représentant ainsi une certaine part des coûts dans la recette agricole brute, d'où finalement :

$$\frac{dV_A}{V_A} = \left(\frac{1}{1-\tau}\right) \left(\frac{dQ_A}{Q_A} - \frac{dq_i \cdot \tau}{q_i}\right) + \left(\frac{1}{1-\tau}\right) \left(\frac{dP_A}{P_A} - \frac{dp_i \cdot \tau}{p_i}\right) \quad (1)$$

D'autre part, le revenu individuel de chacun est naturellement obtenu en divisant le Revenu Total par le nombre de partageants, soit :

$$R_a = \frac{R_A}{N_A}$$

R_A : Revenu Agricole Brut

R_a : Revenu par travailleur familial engagé dans l'agriculture.

N_A : Effectif de la population active agricole non salariée, en principe en diminution constante et

dont le taux de variation est donc par nature négatif.

Dès lors,

$$\frac{dRa}{Ra} = \frac{dR_A}{R_A} - \frac{dN_A}{N_A} = \frac{dR_A}{R_A} - \left(-\frac{dN_A}{N_A} \right) = \frac{dR_A}{R_A} + \frac{dN_A}{N_A} \quad (2)$$

En rappelant qu'à moyen terme $\frac{dR_A}{R_A}$ se confond à

$\frac{dV_A}{V_A} \tau$, on obtient donc en réunissant les équations (1) et (2) la formulation finale :

$$\frac{dR_A}{R_A} = \left(\frac{1}{1-\tau} \right) \left(\frac{dQ_A}{Q_A} - \frac{dq_i \cdot \tau}{q_i} \right) + \left(\frac{1}{1-\tau} \right) \left(\frac{dP_A}{P_A} - \frac{dp_i \cdot \tau}{p_i} \right) + \frac{dN_A}{N_A}$$

L'évolution du revenu agricole individuel, combinaison complexe de quantités, de prix et de facteurs démographiques est donc tributaire :

- d'un quotient de variations en volumes qui n'est autre qu'une forme à court terme d'élasticité de l'appareil de production vis-à-vis de l'emploi des inputs industriels ;

- d'un différentiel de prix relatifs qui exprime l'évolution des termes de l'échange entre l'agriculture et l'agro-industrie ;

- du rythme moyen de l'exode rural.

Le coefficient rendant compte de l'importance des achats courants dans la production, complément à 1 de la valeur ajoutée, et qui croît tendanciellement exerce donc un effet amplificateur sur les deux premiers éléments de l'équation. Puisque τ incorpore comptablement déjà les variations de quantités et de prix de l'année en cours, il nous paraît préférable du point de vue de la logique économique de calculer τ plutôt sur l'année précédente : il en résultera bien sûr un résidu algébrique d'ajustement mais de très faible importance.

3. Partage d'influence des trois effets

Les résultats de l'application chiffrée de notre équation explicative de formation de la valeur ajoutée et partant du revenu par actif agricole familial figurent dans le tableau suivant qui en décompose le triple volet :

Tableau 2 - Décomposition des trois facteurs de variation du revenu par agriculteur (en %)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	moyenne
Effet des volumes	0,35	6,57	-0,59	8,73	1,43	0,00	4,77	0,89	-2,43	3,01	2,88	2,08	2,31
Effet des prix	-0,22	2,58	-4,89	-6,66	-5,72	-3,31	-4,47	-4,34	5,45	-0,55	-6,51	-13,19	-3,41
Effet des effectifs	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91	1,91
Ensemble	2,04	11,06	-3,57	3,98	-2,38	-1,40	2,21	-1,54	4,93	4,37	-1,72	-9,20	0,73

La dernière ligne fait apparaître les classiques fluctuations des revenus tirés de l'agriculture ; les "bonnes" et "mauvaises" campagnes se succèdent de telle sorte que le revenu par tête augmente 6 fois et baisse à 6 reprises cependant que l'ensemble de la période accuse heureusement une élévation même si elle est modeste. On notera qu'en moyenne les trois effets sont en valeur absolue assez distincts et que l'influence négative des prix l'emporte nettement sur celle positive des quantités justifiant d'une certaine manière l'intérêt que les producteurs ont toujours porté à la défense de leurs prix plutôt qu'à l'obtention de meilleurs rendements productifs. Il est en effet assez rare que les variations étant égales et de sens opposé se neutralisent : ce ne fut guère le cas qu'en 1981 et 1987. Le plus généralement les années sont déséquilibrées soit que la performance sur volumes se voit contrecarrée par le fléchissement des prix comme en 1984 par exemple, soit plus rarement comme en 1989 que l'action bienfaisante des prix soit compensée par des baisses quantitatives accidentelles. Remarquons au passage le cas très spécial de l'année 1982 qui fut un millésime exceptionnellement favorable couplant forte progression des volumes et revalorisation des prix.

Au total, c'est exclusivement grâce à la diminution de la main-d'oeuvre familiale que le revenu unitaire

parvient à augmenter. Le rythme moyen, identique par construction pour chaque année, est le résultat de l'évolution démographique interpolée entre les deux derniers recensements ; nous l'avons corrigé en baisse de près de 3 points pour tenir compte de l'influence des seules exploitations pérennes en utilisant le coefficient appliqué par le SCEES depuis longtemps. Le gain par exploitant connaît ainsi une hausse trois fois moindre que celle citée précédemment, qui demeure cependant plus du double comparée à celle du travailleur salarié.

En fait, ces données macro-économiques pourtant conformes à la logique arithmétique ne correspondent nullement au vécu de la paysannerie véritablement blousée par l'annonce de ces honorables résultats. Ce hiatus entre comptes et réalités met en doute la robustesse de nos moyennes qui, au sein d'une agriculture déjà très composite, se sont encore altérées au cours de la décennie écoulée en raison de l'accentuation des disparités sectorielles internes. Le biais de déformation structurelle que les statisticiens qualifient de paradoxe du "tout et parties" a certainement été plus nocif que d'habitude : le revenu de chacun augmente toujours moins que le revenu moyen calculé pour l'ensemble dans une population en déclin numérique ; ainsi s'explique

qu'en agriculture la hausse du revenu apparaisse bien souvent nettement plus virtuelle qu'effective.

Tous les avis concordent (INSEE, CA, OFCE 1992) pour constater qu'on assiste depuis quelques années à un véritable effondrement du nombre des agriculteurs sur petite exploitation simultanément à

un léger accroissement de celui des exploitants sur grands domaines ; en même temps, la restructuration précipite les abandons et non-reprises des entreprises de taille moyenne en difficulté car surendettées. Il en résulte un creusement des écarts de revenu parmi ceux qui résistent, surtout entre "gros" et "petits".

Tableau 3 - Evolution intercensitaire de la structure tripartite et des revenus catégoriels de l'agriculture

	RGP 1982			RGP 1990			Taux de progression du revenu moyen
	nombre	revenu/tête	revenu global	nombre	revenu/tête	revenu global	
Agriculteurs sur petite exploitation	48	0,66	31,68	23	0,60	13,80	-10%
Agriculteurs sur moyenne exploitation	29	0,77	22,33	20	0,70	14,00	-10%
Agriculteurs sur grande exploitation	23	2,00	46,00	25	2,69	67,20	34%
Ensemble	100	1,00	100	68	1,40	95,00	40%

Partant d'un schéma initial en 1982 où l'éventail des revenus par tête s'ouvre de 1 à 3 avec une prédominance numérique des petites et moyennes exploitations, on se retrouve in fine avec tous les ingrédients réunis pour exercer un très spectaculaire effet de structure. Si le revenu moyen a statistiquement bien augmenté de 40 %, un peu moins vite pour les exploitants les plus comblés, celui des deux autres catégories qui représente encore aujourd'hui près des deux tiers du monde rural a diminué de 10 % ! Notre petit modèle explique bien la persistance du mécontentement et du sentiment de révolte des campagnes françaises lorsqu'on les assure qu'en moyenne la hausse de leur revenu a été supérieure à celle des actifs de l'économie non agricole.

CONCLUSION

Dans le cadre des Comptes Nationaux, les gains respectifs peuvent légitimement se comparer en

rapportant la part du RBA dans le Revenu Primaire Brut des ménages à l'importance relative de la population active agricole familiale dans la population active totale pourvue d'un emploi ; il est préférable d'effectuer ce calcul au moment où l'on connaît avec le plus de précision les effectifs au travail, c'est-à-dire lors des recensements. C'est ainsi que pour les trois derniers RGP de 1975, 1982, 1990 le coefficient de parité, ou plutôt de disparité à l'encontre du secteur agricole a baissé de 0,65 à 0,53 puis remonté à 0,68 : ces chiffres témoignent bien des années particulièrement noires traversées par l'agriculture après le premier ébranlement pétrolier et confirment qu'elle a plus enduré sous le septennat giscardien que pendant la décennie mitterrandienne : bien que peu brillante depuis 1960, la situation "paritaire" des revenus n'a jamais été moins regrettable qu'aujourd'hui. Il aura fallu néanmoins attendre l'année du Bicentenaire pour que le revenu par travailleur familial retrouve son niveau record de 1973.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

KLATZMANN (1953) - *Etudes et Conjoncture*, n° 2. mars-avril.

BRANGEON et JEGOUZO (1992) - *Sciences Sociales INRA* "4 pages" - n° 2 Cinquième année. mars.

INSEE Résultats (1992) - *Les comptes de revenu des ménages par catégorie socio-professionnelle. 1984-89.* n° 226. décembre.

Revue des Chambres d'Agriculture (1992) - n° 804 - octobre.

Revue de l'OFCE (1992) - n° 42. octobre.

Les statistiques utilisées proviennent des Comptes Nationaux annuels et de l'Agriculture : les sources détaillées ainsi que les calculs correspondants dont les résultats sont cités dans le texte ont été distribués lors de la session.